

Tous les députés sont unanimes à reconnaître la nécessité de donner autant d'aide que possible. Surtout à cette époque de Noël, il faut espérer que des millions de Canadiens se rendront compte des souffrances endurées des deux côtés du front au Nigéria et qu'ils donneront à la Croix-Rouge comme aux autres organisations qui travaillent à soulager ces misères. Il est à souhaiter qu'avant Noël le gouvernement pourra, au nom de tous les Canadiens, apporter une aide substantielle aux gens de cette région.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, si divertissant que puisse être un débat avec mon honorable ami de Burnaby-Seymour (M. Perrault), je préfère parler de la question dont la Chambre est saisie aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. MacDonald (Egmont): En ce qui concerne ce qu'a laissé entendre le député à propos de la part prépondérante que notre pays a prise dans la résolution du conflit, je suis certain que personne ne sera plus surpris d'entendre cela que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) parce qu'il sait avec quelle incertitude lui et d'autres membres du gouvernement ont abordé cette crise grave. J'ai dit précédemment ma crainte que la majeure partie de ce débat ne se transforme en un monologue plutôt qu'en un dialogue. Il est malheureux que la discussion ne soit pas plus animée.

J'espère durant les quelques prochaines minutes parler de certaines questions précises. Les propos du premier ministre cet après-midi m'ont vraiment déçu car ils n'ont pas contribué à régler une situation très complexe et difficile. Il est, je crois, regrettable que le premier ministre n'ait pas décidé de renseigner davantage la Chambre au sujet de questions qu'il a lui-même soulevées et qui ont trait aux vols de jour. Le gouvernement s'est penché sur ce problème. Puis, il y a également l'activité des combattants et leur sécurité qu'il faut assurer pour établir des vols de secours efficaces. Une chose qui m'a frappé cet après-midi et ce soir, c'est que le gouvernement est disposé maintenant à discuter, mais pas à agir. On ne semble jamais rien faire.

Je tiens à rappeler les propos que tenait le premier ministre au cours du débat d'ouverture sur le discours du trône, relativement aux secours à expédier aux deux camps. Il disait ceci:

... nous sommes prêts à avancer d'autres fonds dès que le blocus des livraisons sera supprimé. S'il ne l'est pas bientôt nous prendrons alors les mesures appropriées.

[M. Perrault.]

Je lui ai demandé depuis de préciser ce qu'il entendait par «bientôt». Cinq semaines ont passé. Je n'essaierai pas d'estimer le nombre de victimes de la faim au Biafra, mais j'aimerais savoir si le gouvernement a vraiment l'intention de prendre bientôt des mesures à ce sujet et quand il projette d'aider de façon tangible la seule organisation qui ait continué de transporter des secours au peuple biafrais, c'est-à-dire Canairelief.

Cela me semble à peu près incroyable que tout d'un coup le gouvernement laisse entendre qu'il envisage de parachuter du ravitaillement. Je maintiens que ce serait beaucoup plus difficile, connaissant les difficultés qui entourent les vols diurnes de secours. Il me semble difficile même de concevoir une formule acceptable pour une opération de largage, quelle qu'elle soit. J'en arrive, à contre-cœur, à considérer même cette allusion à un largage comme une espèce de subterfuge. Un moyen d'action est à notre disposition, celui d'un service international oecuménique qui a fonctionné chaque fois qu'il a été matériellement possible de mobiliser des avions. Un nouvel élément intervient cependant cet automne, dont je voudrais parler dès le départ. On pourrait même l'appeler l'offensive d'automne car c'est bien ce que j'ai découvert ici au Parlement, en écoutant parler le premier ministre, et d'autres sources.

• (8.30 p.m.)

C'est une offensive contre le régime biafrais en général, mais plus particulièrement contre le général Ojukwu et les autorités du Biafra. Pourquoi, je me le demande, notre premier ministre a-t-il lancé cette nouvelle offensive contre les autorités biafraises? Cherchant plus loin, je remarque—et bien entendu le premier ministre l'a dit lui-même ici à la Chambre—que depuis quelques semaines, le gouvernement des États-Unis a également modifié de façon appréciable sa propre position, et je me demande pourquoi. Je constate ensuite qu'au Royaume-Uni, le ministre des Affaires étrangères (M. Stewart) a fait état d'une augmentation de 15 à 20 p. 100 dans les envois d'armes au Nigéria et une fois de plus, je me demande pourquoi, connaissant l'opposition de son propre parti. Je sais qu'il s'agit encore d'une sorte de coalition—je ne veux pas dire une grande coalition—des intérêts gouvernementaux dans le pays, aux États-Unis et au Royaume-Uni et je me demande si, pour remplacer la théorie de l'extermination rapide si généralement acceptée et encouragée par le